



Communiqué

**1^{er} mai : journée internationale des travailleurs
Pas de confinement pour les revendications !
Ne les laissons pas piétiner nos droits !**

Congés payés, droit aux vacances, temps de travail, rémunérations et qualifications, régimes de solidarité (Sécurité sociale, retraites, assurance chômage), liberté de circulation, droit syndical... La crise sanitaire ne doit pas être le prétexte à de nouveaux reculs sociaux, car sacrifier les droits des travailleuses-eurs sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation.

Le gouvernement et le MEDEF - les mêmes qui s'efforcent de casser les services publics et les protections sociales si utiles aujourd'hui - voudraient revenir sur des droits acquis par la lutte. Nous ne les laisserons pas faire et ne nous laissons pas bernier par une prétendue union nationale.

Nous devons donc combattre pied à pied, non seulement les contre-réformes en cours depuis des mois et des mois, mais aussi l'état d'urgence sanitaire et les ordonnances qui en découlent.

Oui, la santé de millions et millions de travailleurs, de leur famille, est en jeu. C'est pourquoi, dans les secteurs non stratégiques pour la lutte contre l'extension incontrôlée de l'épidémie, et en l'absence de sécurité pour toutes et tous par l'application stricte des règles sanitaires (matériel pris en charge par l'employeur, restriction des cadences, dépistage massif, etc.), il faut refuser la reprise d'activité.

Le gouvernement porterait la responsabilité des conséquences sanitaires de décisions guidées d'abord par des motifs liés à la relance de l'économie au détriment de la santé et de la vie des salarié-es, de leur famille et de l'ensemble de la société.

D'ores et déjà, le cas échéant, nous réitérons nos encouragements, aussi bien pour les salarié.e.s du privé que du public, à utiliser leur droit de retrait, les fiches de DGI (Danger Grave et Imminent), à interpeller l'Inspection du Travail, ou à se mettre en grève.

Nous exigeons :

- le respect des libertés démocratiques,
- le respect du Code du Travail, pas pour demain, mais tout de suite !

Vendredi 1^{er} mai 2020, journée internationale des travailleurs, doit demeurer une grande journée de revendications. Même confiné-es, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires de l'Allier appellent les salariés à manifester aux fenêtres et aux balcons, avec des pancartes, banderoles ou inonder les réseaux sociaux de messages et donner à cette journée une véritable force collective !

- Respect du Code du travail !
- Augmentation générale des salaires !
- Non à la destruction de la Sécurité sociale et des régimes de retraites ! Retrait définitif de la contre-réforme des retraites et de la réforme de l'assurance chômage !
- Non à la destruction et à la privatisation des services publics !
- Création immédiate de tous les emplois nécessaires au fonctionnement des services publics, notamment dans les hôpitaux et les EHPAD !
- Tous les moyens sanitaires pour protéger les personnels des secteurs stratégiques, à commencer par tous les agents hospitaliers ;
- Non à la reprise du travail et de l'école le 11 mai sans de sérieuses mesures de protection (dépistage systématique des personnels et des enfants, protections sanitaires homologuées) au risque de propager la pandémie !
- Prise en charge des plus fragiles, maintien des aides sociales !
- Respect des instances représentatives du personnel, et leurs missions de défense, de soutien et de conseil aux salarié.es.